

Monnaie et cohésion européenne : l'euro et ses solutions alternatives

Bernard Prudhon | Avocat, ancien maître de conférences aux universités de Paris I et de Paris XII, docteur d'État en science économique.

Note de la rédaction : Cette courte réflexion critique est la dernière d'une série de quatre qui ont été diffusées pendant un mois. L'objectif de leur diffusion est de faire réfléchir à la gouvernance de l'euro, à son rôle dans la cohésion européenne et d'imaginer de nouvelles pistes pour les consolider. Comme chacun de le devine, l'économie est devenue un facteur clé de l'autorité stratégique au XXI^e siècle et les questions monétaires sont autant des révélateurs implacables que des armes efficaces. La *RDN* ne pouvait manquer de les évoquer.

Et s'il ne s'agissait que de contenir ou de réduire le flux continu des endettements publics qui ne cessent de s'accumuler, ne serait-il pas plus efficace et plus simple de restituer aux gouvernements de la zone euro l'arme monétaire dont le traité de Maastricht les a dépossédés ? Elle seule leur permettrait de dégager les excédents commerciaux de nature à compenser la stagnation si ce n'est la régression de leur demande interne et d'échapper de cette façon à la dépression qui les menace quand elle ne les a pas déjà atteints.

Un tel *aggiornamento* n'impliquerait pas l'anéantissement mais la réforme de la monnaie européenne. L'euro nouvelle manière tenant lieu de monnaie de rattachement, les États-membres la partageraient à parité de change propre à chacun d'eux, parité elle-même insérée dans une échelle de taux assujettie à l'agrément collectif des autres États. Un tel panier de monnaie pourrait fonctionner à l'instar de l'agrégat des monnaies de l'*European current unit (Ecu)* du temps du « Serpent monétaire européen » (SME) de la Communauté économique européenne (CEE), à ceci près qu'à la différence de l'écu qui ne fût qu'une monnaie de compte, le nouvel euro aurait fonction de monnaie de paiement à taux diversifiés.

Réforme à avantages multiples. Elle préserverait des dévaluations en « représailles » d'avant-guerre (au demeurant pas plus préjudiciables que les variations actuelles incontrôlées de l'euro), tout en conservant à l'Europe la cohérence monétaire nécessaire à l'homogénéité de son espace économique. Elle restituerait aux États-membres la juste mesure de problèmes qui les concernent et leur permettrait de conduire les plans de relance mis en place pour nombre d'entre eux dès septembre 2008, l'histoire des faits économiques ne fournissant aucun exemple de relance budgétaire réussie qui n'ait été soutenue par une dévaluation monétaire ajustée.

Ce fut le cas de la Suède confrontée en 1990 à une explosion de crédits immobiliers et qui a laissé la couronne, jusqu'alors rattachée par taux fixe à un panier de monnaies, perdre 20 % de sa valeur initiale. En quelques mois ses exportations s'en sont trouvées portées de 27 à 50 % de son PIB, sans qu'il lui ait fallu pour autant accroître la charge de son endettement public.

Ce fut également le cas du gouvernement argentin, alors interdit par la loi de toute création monétaire au-delà de ses réserves de change et qui pour se financer n'avait d'autre issue que de procéder, lui aussi, à d'incessantes émissions obligataires à taux prohibitifs. L'Argentine n'est venue à bout de ses difficultés en 2002 que par la rupture de la parité fixe liant le peso à sa monnaie de rattachement, c'est-à-dire par la dévaluation de celui-ci et la conversion d'autorité publique des contrats libellés en dollars, en contrats libellés en pesos.

Toutes mesures gratifiantes, puisque nonobstant les pressions extérieures dissuasives qu'il lui fallut subir (dont celles du FMI), la dette publique de l'Argentine qui avait atteint 150 % du PIB s'en est trouvée réduite à 75 % en 2005 et à 50 % en 2008.

Autre référence, notamment celle du Royaume-Uni en 1992 qui a réussi à comprimer ses dettes à l'appui de sa dévaluation de même date. Preuve *a contrario* étant par ailleurs rapportée de l'impossibilité de toute politique autre de déflation, dont l'échec patent de la dernière expérience qui en ait été faite, remonte à celle dite du « bloc or » de 1932.

Dans ces conditions, comment comprendre, dans l'impasse où ils sont parvenus, qu'au nombre des commissaires et ministres de l'Union européenne, nulle voix ne s'est élevée et ne s'élève pour évoquer au service de l'Europe l'existence d'une solution alternative à l'actuel euro ? Où veulent-ils donc en venir ? En réalité, leurs propos le laissent de surcroît transparaître à demi-mot, le but qu'ils poursuivent est plus politique qu'économique. Il consiste, à l'appui des difficultés actuelles et à venir, portées au comble du désastre et dans le désarroi des opinions, à forcer l'allure vers une Europe fédérale, celle dont les peuples ne veulent pas.

*

**

Il n'est de grand dessein qui n'ose dire son nom. De quelle Europe s'agit-il en effet ? D'une Europe ouverte dans laquelle chacun de ses partenaires reste libre de ses choix et responsable en conséquence de la place qu'il entend y occuper ou d'une Europe fermée, d'un avenir économique univoque et hiérarchisé par des règles statutaires qui fondent la promotion des uns sur le handicap des autres ?

Question ouverte à réponse urgente. Les effets de l'euro se sont maintenant suffisamment développés pour qu'en puisse être dressé un premier constat : déficit des États-membres à l'exception d'un seul dont plus de 60 % des excédents sont

les importations des autres, recours contraint de ceux-ci à l'endettement public continu à défaut d'accès permis à des taux de change diversifiés et surcharge des marchés en obligations d'État dont l'affaissement des cours ne peut être éludé que par l'acquisition rémunérée qu'en font les banques et le rachat contraint qu'en peuvent effectuer les États-membres.

Tel était l'état d'inventaire lors du G20 de 2009, tel est celui qu'on peut encore dresser à la date du G20 de 2010 à quelques différences près non moins inquiétantes : les taux d'emprunt public de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande se sont tendanciellement élevés tout au long de l'année, signe d'une défaillance chronique de leur demande qu'il faut sans cesse rémunérer plus, pour éviter qu'elle ne se dissipe ; les taux des emprunts publics de l'Allemagne et de la France, après avoir précédemment baissé, sont en cours de relèvement notable depuis le dernier trimestre 2010, signe de la nécessité pour les émetteurs de payer plus pour maintenir la demande à la hauteur des besoins.

Preuve ainsi faite, en tout cas, que ne rassurent les marchés, ni les discours du G20 2009, ni les recommandations préalables de la Commission européenne aux gouvernements des États en mal de confection budgétaire, ni non plus les garanties juridiques de bonne fin du Fonds européen de stabilisation financière (FESF). Ce qui se conçoit d'évidence quand se profile à l'horizon, un endettement public permanent, une offre d'épargne potentiellement insuffisante, des marchés financiers en état de lévitation permanente et des anticipations de hausse de taux d'intérêt à tout moment plausible, toutes conditions d'une stagnation forte, accompagnée de son cortège de misères.

Mais – dira-t-on – qu'importe. Les contribuables paieront, ne l'ont-ils pas déjà fait, et les autres aussi puisqu'il ne suffit plus d'être indigent ou chômeur pour ne pas avoir à payer son écot, l'inflation qui en opère le prélèvement sans formalité de recouvrement, faisant le reste. L'inflation suffirait-elle à faire le reste que les opinions publiques des nations européennes auraient tort d'y voir comme une sorte de solution finale, sinon fatale.

Mais qui donc a dit qu'il n'est de fatalité que celle des peuples qui se couchent pour mourir ? Les peuples du vieux monde seraient-ils à ce point fatigués qu'ils ne puissent s'engager sur la voie d'expériences réussies par ailleurs ?

Voie qui passe, il est vrai, par ce que l'anthropologue Georges Ballandier appelle « l'insurrection de la différence ».

Éléments de bibliographie

Olivier Truc : « En Suède, la monnaie flottante et la cure d'austérité ont sauvé l'État-providence » in *Le Monde Économie*, 11 mai 2010.

Antoine Reverchon : « Comment l'Argentine a réduit son endettement » in *Le Monde*, 11 mai 2010.